

Grandeur et décadence d'un empire amazonien

PAGE VIII

Maurice Godelier, anthropologue marxiste

PAGE XII

AUJOURD'HUI • Signes : il était une fois ma vie (III) ; Croquis (V) ; Codes : l'habit fait le punk (VI).

DEMAIN • Les jumaux chez les bovins (VI) ; 35 heures : une expérience d'horaire annuel ; Crible (VII) ; P.M.I. : les Oscars de la puce (VIII).

ÉTRANGER • Reflets du monde (IX).

CHRONOLOGIE • Janvier 1982 dans le monde (X).

CLEFS • Histoire : les réactionnaires progressistes de l'Ouest (XI) ; Hugo Bettendorff le scandaleux ; Publicité (XIII) ; Généalogie : Tradition et renouveau ; Jeux : pour les cancras ; Poésie : Tahar Ben Jelloun (XIV).

DISQUES • Rock ; classique ; jazz (XV).

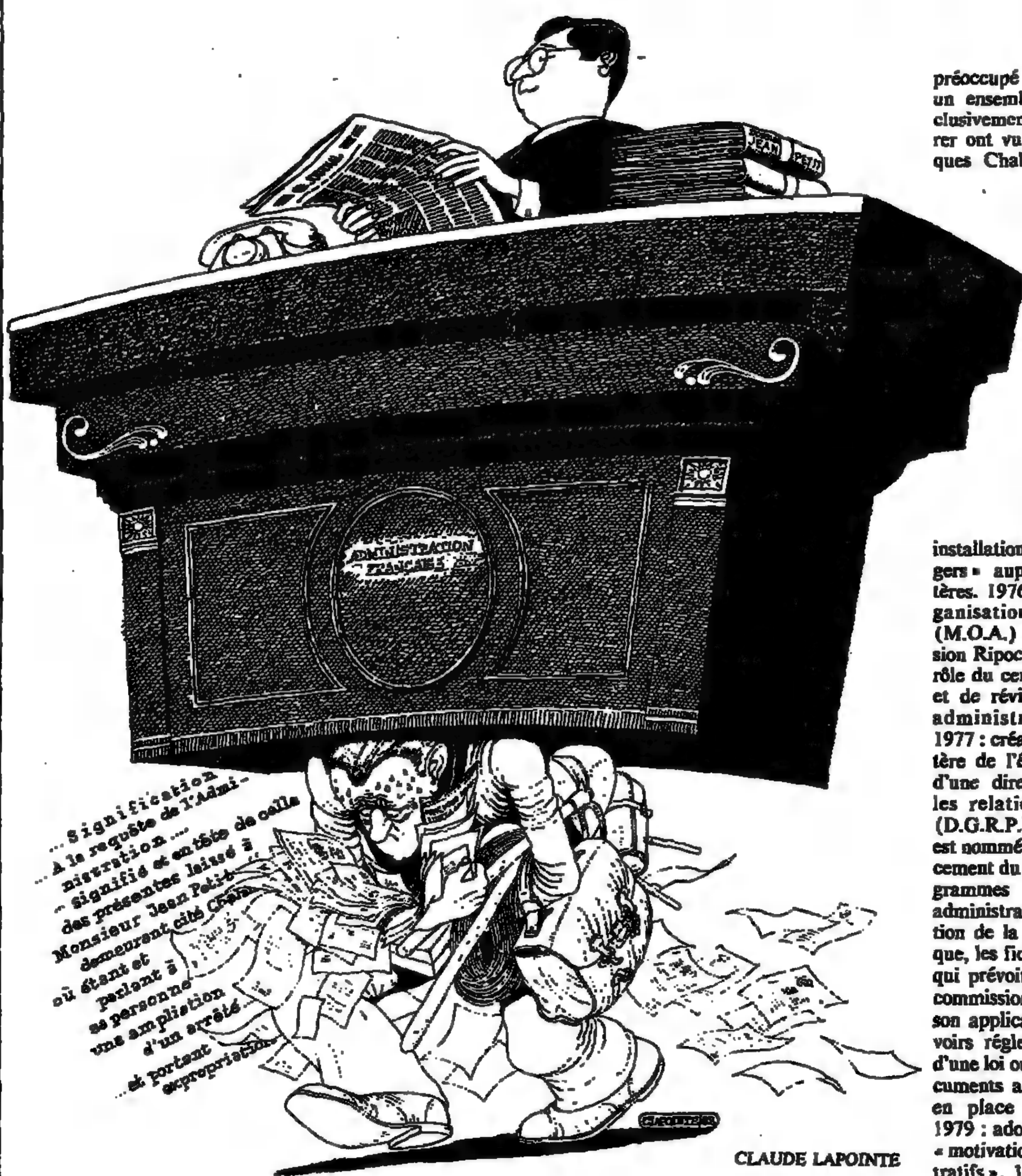
NOUVELLE • Le vol des héros, par Gabriel Deblander (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 523 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 14 FÉVRIER 1982

Le Monde

DIMANCHE



préoccupé les pouvoirs publics : un ensemble d'organismes exclusivement voués à les améliorer ont vu le jour. 1971 : Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, instaure une mission « entreprises-administration » dont la responsabilité est confiée à Paul Ripoche. 1973 : Alain Peyrefitte est nommé ministre « chargé des réformes administratives ».

Adoption en janvier de la loi instituant un médiateur. 1975 :

installation de « comités d'usagers » auprès de treize ministères. 1976 : la « Mission d'organisation administrative » (M.O.A.) se substitue à la mission Ripoche. Renforcement du rôle du centre d'enregistrement et de révision des formulaires administratifs (CERFA). 1977 : création auprès du ministère de l'économie et des finances d'une direction générale pour les relations avec le public (D.G.R.P.) à la tête de laquelle est nommé René Lenoir. — Lancement du premier des cinq programmes de « simplifications administratives ». 1978 : adoption de la loi « sur l'informatique, les fichiers et les libertés » qui prévoit l'instauration d'une commission chargée de veiller à son application, nantie de pouvoirs réglementaires. Adoption d'une loi ouvrant l'accès aux documents administratifs et mise en place d'une commission. 1979 : adoption d'une loi sur la « motivation des actes administratifs ». 1980 : nomination de Jean-François Deniau au poste de ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des réformes administratives...

Encore cette liste ne prend-elle pas en compte diverses initiatives, études ou expériences. Quel est aujourd'hui, en regard de cet effort, l'état des relations entre les Français et leur administration ? Elles sont mauvaises et elles se dégradent encore.

Léviathan

La réalité est là : dans toutes les instances où les Français ont l'occasion de manifester leur mécontentement ou leur inquiétude, les signaux d'alarme clignotent.

Le Conseil d'État et les tribunaux administratifs sont, dit-on, des institutions à la fois peu et mal connues. C'est en train de devenir de moins en moins vrai. De plus en plus d'administrés prennent le chemin de ces prétoires où l'on peut y assigner l'État en justice. Le phénomène est tel que l'on peut parler d'une explosion du contentieux administratif. Que l'on en juge.

Durant l'année judiciaire

1974-1975, on a déposé auprès des vingt-cinq tribunaux administratifs de la métropole 21 441 recours. Au cours de la période 1979-1980, il y en eut 40 000. En l'espace de cinq ans, le nombre de requêtes a donc pour ainsi dire doublé. Le Conseil d'État connaît, lui, une affluence plus forte et plus spectaculaire. Pendant dix ans, c'est-à-dire entre les années judiciaires 1968-1969 et 1978-1979, le nombre de requêtes enregistrées croissait régulièrement, allant de 2 287 à 5 736. Or ce chiffre, en deux ans, a doublé : 10 022 requêtes en 1980-1981. Le médiateur aussi doit faire face chaque année à un nombre d'affaires de plus en plus important. Mais à la croissance lente et progressive des recours (entre 1975 et 1979, plus 300 dossiers par an en moyenne) a succédé un gonflement brutal de 50 % en 1980 : 6 410 dossiers contre 4 316 l'année précédente. Au cours de l'année 1981, le médiateur aurait reçu environ 8 000 demandes d'intervention.

Quelles qu'en soient les causes, ces évolutions signifient en tout cas que les rapports entre les administrations et les administrés, de tout temps difficiles, deviennent de plus en plus conflictuels. Procès intentés à un « État-Léviathan » ? Ce mécontentement est-il directement dû à la présence toujours plus envahissante de la puissance publique ?

C'est une antique rebattue que de souligner l'emprise grandissante de l'État sur la vie de la société ; et qui n'est pas fautive. La part qu'il puise dans la pro-

duction intérieure brute (PIB) en est une illustration.

Elle était de 33 % en 1960, elle avoisinait les 43 % cette année. Les effectifs de l'État s'élèvent aujourd'hui à 2,6 millions d'agents (tous personnels compris, exception faite des employés communaux et du secteur nationalisé) ; on estime qu'ils étaient moitié moins nombreux à la libération. Autre exemple encore de l'élargissement du champ d'intervention de la puissance publique : en 1972 les services du *Journal officiel* (J.O.) ont publié un recueil de « textes relatifs au bruit » qui totalisait 140 pages ; l'édition de 1980 fait deux tomes et compte 636 pages.

Vive l'État !

Pourquoi cette omniprésence croissante de l'État ? Le tempérament français, réputé individualiste, s'accommoderait mal d'un État de plus en plus vorace, agissant par référence à un concept de bien collectif, et grignotant le champ de l'initiative privée ? Pas du tout. Trop d'indices convergents prouvent l'attachement des Français à l'idée d'une organisation publique puissante pour que ce genre d'hypothèse soit retenue. Les Français, même, « aiment l'État » si l'on en croit le commentaire du magazine *l'Expansion*, qui s'appuie sur les chiffres d'un sondage récent (1).

(Lire la suite page IV.)

(1) Sondage réalisé par la Sofres entre le 21 et le 27 août 1981 portant sur un échantillon de 1 000 personnes. *L'Expansion* du 2 au 15 octobre 1981.

Les Français malades de l'administration

De 1971 à 1980 ont été émis 126 516 textes législatifs, décrets, arrêtés, décisions, circulaires ou directives. C'est l'une des causes des heurts entre l'usager et une administration qui, à la fois, prolifère et n'en finit pas de se réformer. Sans résultat probant.

ERIC ROHDE

UNE fois encore, la réforme administrative est remise sur le métier. Une fois de plus, le gouvernement a chargé l'un de ses ministres de cette mission réputée impossible depuis Balzac et Courteline. Et l'idée de réformer l'administration prêterait plutôt à sourire tant elle est usée — si, pour la première fois peut-être sous la

V^e République, il n'y allait d'un enjeu politique.

La volonté de changer l'administration est aussi vieille que l'administration elle-même. Des réformes introduites par Colbert pour améliorer la perception des contributions aux trois cent quatre-vingt-seize mesures de simplifications administratives imaginées sous le précédent septennat, la question n'a jamais cessé d'être d'une déconcertante actualité. On n'en finirait pas d'énumérer les comités, commissions, missions, ministères ou secrétariats d'État qui depuis l'entre-deux-guerres sont peu ou prou préposés à la « réforme administrative ». Il n'est d'ailleurs pas exagéré de dire que, depuis la création du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics en 1946, la « réforme administrative » est même devenue... une institution. Surtout, depuis une dizaine d'années.

Les rapports entre les administrés et l'administration semblent en effet avoir beaucoup

changé. Les administrations ont grandi, elles se sont multipliées, elles ont des pouvoirs de plus en plus étendus. Elles ont aussi des moyens de plus en plus importants. Elles ont des objectifs de plus en plus ambitieux. Elles ont des attentes de plus en plus élevées. Elles ont des exigences de plus en plus strictes. Elles ont des exigences de plus en plus strictes. Elles ont des exigences de plus en plus strictes.

Les rapports entre les administrés et l'administration semblent en effet avoir beaucoup

LA FRANCE EN MAI 1981

forces et faiblesses

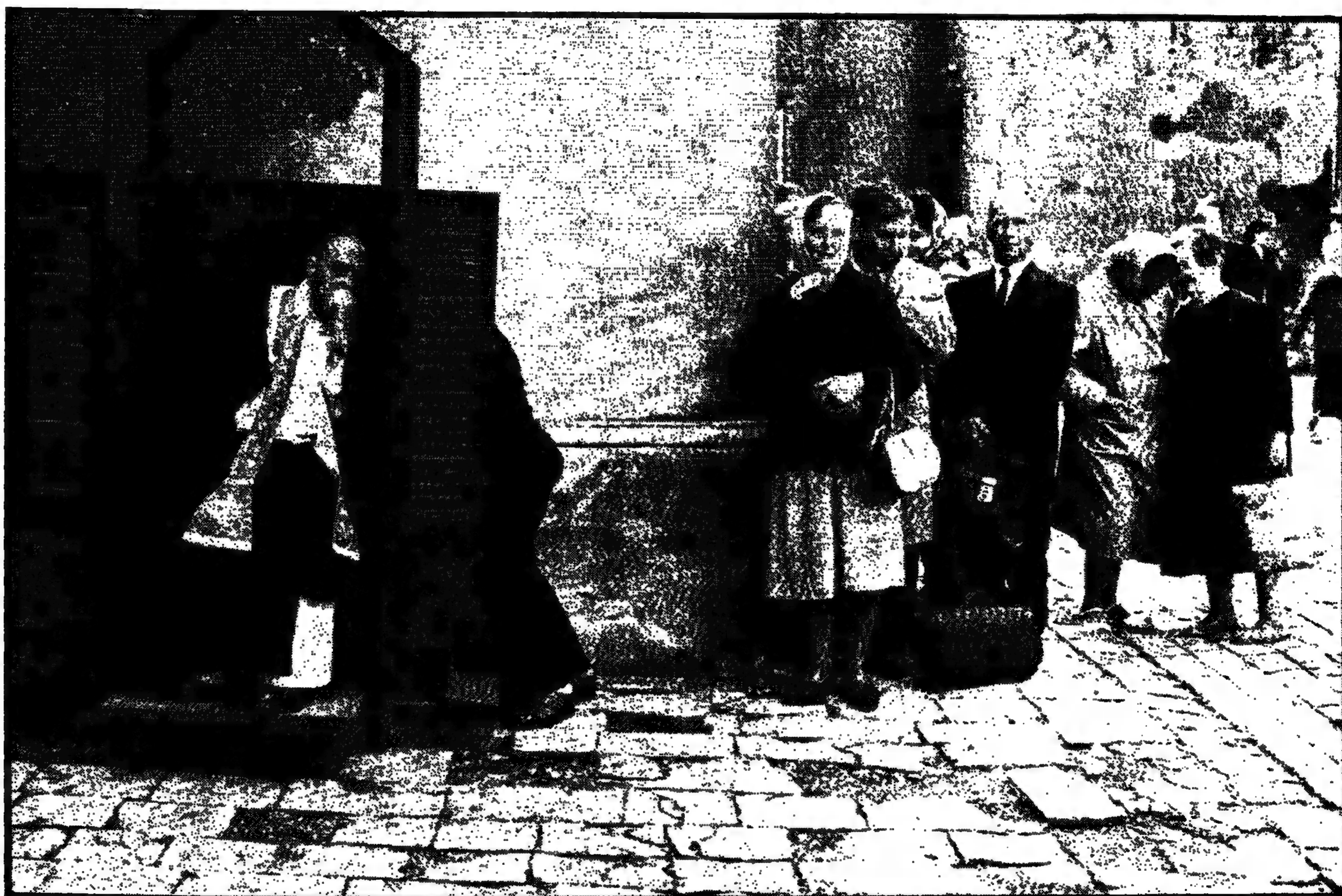
Commission du Bilan présidée par François BLOCH-LAINE
Rapport au Premier Ministre
360 pages, 60 F.

Annexes :

- * Les grands équilibres économiques, 312 p., 50 F.
- ** Les activités productives, 352 p., 55 F.
- *** La vie collective et les politiques sociales, 400 p., 58 F.
- **** L'enseignement et le développement scientifique, 472 p., 65 F.

Le rapport et les cinq annexes 290 F.

EDITIONS LA DOCUMENTATION FRANÇAISE



ELLIOT ERWITT/MAGNUM

Signes

Il était une fois ma vie...

PAR FRÉDÉRIC GAUSSEN

RACONTER sa vie est une satisfaction qu'on se refuse difficilement. C'est la preuve qu'on a bien existé et qu'un interlocuteur est là, prêt à s'intéresser à vous. Les grands hommes — et aussi les moins grands — ont toujours brûlé de s'adresser au reste des mortels en écrivant leurs Mémoires. Les autres, les gens ordinaires, se satisfaisaient du public plus restreint de la veillée familiale ou du comptoir de bistrot.

Mais, maintenant, cette relativité des destins individuels n'est plus de mise. L'idée s'est imposée que toutes les vies se valent et sont bonnes à raconter. L'histoire d'un paysan ou d'une cuisinière est aussi riche de sens et d'humanité que celles d'un chef d'Etat ou d'un prix Nobel. Les grands moyens d'information sollicitent les citoyens de base. L'homme de la rue est devenu un témoin capital et la ménagère une héroïne de la radio.

Les médias ne sont pas les seuls à vouloir démocratiser ainsi les personnages de leur répertoire. Les sciences humaines suivent le même chemin. Historiens, sociologues, ethnologues, linguistes, vont interroger les paysans et les ouvriers, les femmes du peuple, les artisans. Des chercheurs viennent recueillir méticuleusement les débris de ces existences de quatre sous, qui se sont écoulées dans la peine et l'obscurité et sur lesquelles personne auparavant ne levait les yeux.

D'où vient donc ce goût subit pour les « récits de vie », pour ces histoires anonymes, pieusement sauvegardées de l'oubli et reconstituées avec soin ? C'est la question qui a été débattue au cours d'un colloque organisé à l'université de Paris-X Nanterre et qui réunissait des chercheurs de toutes les disciplines intéressées par cette pratique (1).

L'idée de faire parler les personnes âgées est apparue naturellement lorsqu'on s'est aperçu qu'avec l'accélération de l'histoire des pans entiers de notre passé sombrieraient dans

l'oubli, lorsque ces derniers témoins auraient disparu. Les paysans de Corrèze, les mineurs de Lorraine, les artisans de Paris, étaient un peu comme les Indiens d'Amazonie : des espèces en voie d'extinction. Recueillir les souvenirs de cette génération charnière entre le modernisme et la tradition devenait urgent. Leurs propos seraient pour l'avenir des documents inestimables. Ils constitueraient les archives sonores d'une époque définitivement révolue.

Cette initiative venait à un moment où les historiens français commençaient à se lasser des méthodes quantitatives, centrées sur l'analyse économique ou démographique et qui avaient triomphé pendant la période précédente. Après avoir mis l'accent sur l'étude des longues durées, des séries, du collectif, ils redécouvraient le rôle de l'individu, l'importance des phénomènes culturels et affectifs. On réintroduisait le sujet dans l'histoire.

Ces récits de vie permettaient de mesurer l'impact des événements et des mutations sur les individus, de donner de la chair aux descriptions des grands bouleversements politico-économiques. Ils montraient que l'histoire n'est pas une machinerie abstraite, un mouvement grandiose et anonyme conduisant l'humanité vers un destin collectif, mais une somme d'expériences individuelles, un jeu compliqué fait de souffrances et de passions, de volontés contradictoires, dans lequel chacun, à sa place, tient un rôle, si modeste soit-il.

Ce mouvement correspondait aussi à un accent nouveau mis sur l'histoire sociale, sur le rôle historique de couches de la population considérées jusqu'à présent comme des exécutants passifs. Donner la parole aux pauvres, aux humiliés, aux sans-voix, c'était les faire entrer dans l'histoire, leur rendre leur dignité d'acteurs à part entière de l'épopée collective. Le recours au récit de vie a une valeur militante. C'est un acte politique. C'est manifester qu'il y a plusieurs histoires, que les grands de ce monde,

un produit brut, sauvage : une confiance sans intermédiaire. Le récit de vie est un produit garanti naturel, non trafiqué. Il échappe à la pollution de la théorie ou de la littérature. Il vient à point contenter une époque qui se dit saturée d'idéologie.

Mais la vogue du récit de vie répond aussi à une profonde demande, comme l'atteste le succès des émissions radiophoniques qui les suscitent, ou encore la prolifération des témoignages et des récits autobiographiques qui inondent les journaux et les maisons d'édition. Jamais le besoin de clamer sa vérité, de ramener des partisans, de secouer l'opinion, de prendre la Terre entière à témoin de ses inventions ou de ses infortunes n'a été aussi intense.

Spontanéité du cri, transparence de la confiance... Les réflexions des chercheurs réunis à Nanterre ont quelque peu tempéré l'illusion naturaliste implicite dans la vogue du récit de vie. Cette recherche d'un discours pur, reflétant intégralement la personnalité de celui qui le produit, paraît bien mythique.

D'abord, ce récit n'est pas fait dans le vide absolu d'un laboratoire. Il s'adresse à quelqu'un. A commencer par l'intervieweur. Pour quiconque — mais a fortiori pour une personne démunie, sans expérience de la communication, — cette relation n'est pas neutre. Que lui veut celui qui vient ainsi lui arracher ses souvenirs ? Répondre à l'enquêteur, c'est déjà se conformer à son attente. C'est supposer qu'il y a des choses bonnes à dire et d'autres qui le sont moins. Le récit se modèle dans le jeu des questions et des réponses, avec ses effets de ruse et de séduction.

Mais surtout la mémoire n'a pas la froide objectivité des livres d'histoire. Elle est une construction de l'esprit. Certains souvenirs sont faits pour en cacher d'autres, plus encombrants ou plus gênants. On s'aperçoit à feuilletter ce grand livre des souvenirs humains qu'ils ne font bien souvent

que refléter une autre histoire plus convenue, que se conformer à la mémoire officielle — celle du milieu, de l'éducation, de la classe sociale, du parti, de l'idéologie dominante... Il n'est pas si facile d'échapper — jusque dans l'intimité du souvenir — à la pression culturelle de l'environnement.

Les récits de vie, bien souvent, ne sont que des réécritures. Chacun, à sa manière, réinvente des leçons apprises. La vie qu'il raconte ne lui appartient pas. C'est un montage, une reconstitution.

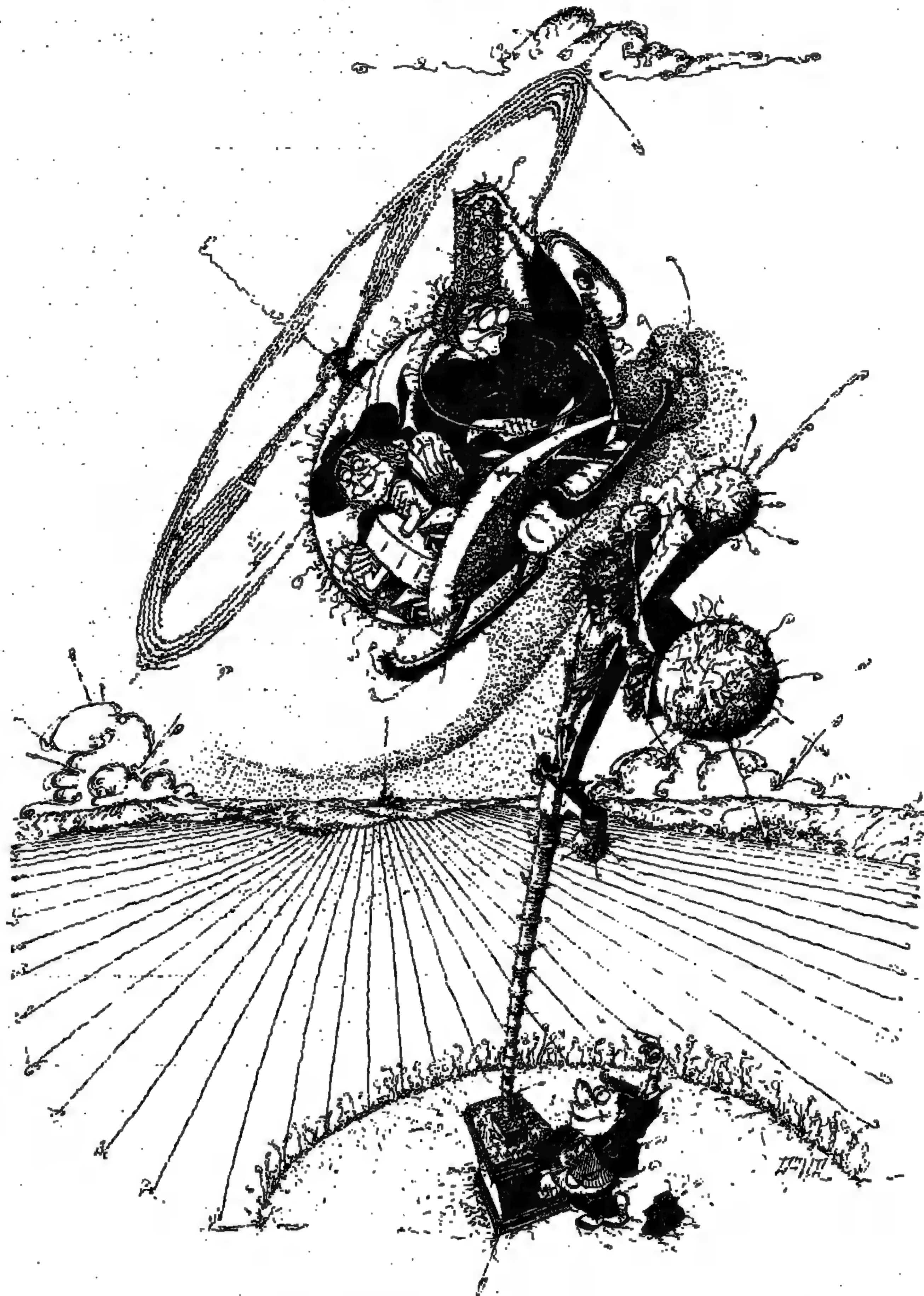
Et puis l'individu, pour raconter, est obligé d'emprunter les mots, les tournures, les types de récits dont il dispose et qui lui viennent de la culture. Ainsi voit-on se dégager des stéréotypes, des portraits-robots de l'histoire de vie — comme si on avait à faire à un genre littéraire particulier, avec ses règles propres, laissant peu de place à l'invention individuelle. Ce phénomène apparaît de façon particulièrement éclatante lorsque le récit de vie devient un livre. On observe alors qu'il est fait selon une trame rigoureuse, qu'il obéit à une rhétorique éprouvée. Il devient une forme littéraire, ayant sa place entre le roman d'aventure et la vie des saints. Son but est de peindre une expérience exemplaire, susceptible d'entraîner l'adhésion et l'identification des lecteurs. Il se présente comme un roman hyperréaliste, dans lequel « tout est vrai », mais où cette hallucination de la vérité est un suprême effet de l'art.

Le « récit de vie » n'est pas « la vie », mais un récit. C'est-à-dire une histoire racontée, une fable, un rêve éveillé. Il a l'apparence de la réalité, et c'est ce qui fait sa force de suggestion. Mais il lui ressemble aussi peu qu'un dessin fait de mémoire. Il nous renseigne sur la façon dont les hommes décident de lire leur vie. Les récits de vie sont des contes. Ils pourraient commencer par « Il était une fois ma vie... ».

(1) Ce colloque, qui s'est tenu les 22 et 23 janvier, était organisé par le centre de sémiotique textuelle, dirigé par M. Claude Abastado.

CLEFS

HISTOIRE



DAVID

Les réactionnaires progressistes de l'Ouest

L'OUEST de la France — chacun le sait — est rural et conservateur. C'est-à-dire conservateur parce que rural, et rural puisque conservateur. C'est le pays d'Anatole Laboriez, mieux connu sous le nom de Bécassine, proche de celui des chouans et autres Vendéens, la main crispée sur la faux, les pieds dans les sabots. Que ces régions soient des bastions à peine entamés de la droite, des fiefs de l'école religieuse, des viviers du recrutement sacerdotal, quoi de plus logique ? Dans la France urbaine, ouverte aux changements techniques, accueillante aux innovations sociales et politiques, l'Ouest apparaît comme la terre archaïque où vit un ancien régime immuable ; certains, même, la voient hantée par les bardes barbus, les druides chevelus, quand ils n'entendent pas le martèlement des pas de l'ankou et des garous.

Les idées reçues ont la vie dure, surtout quand elles recouvrent pour partie la réalité. Car ces populations de l'Ouest ont bien une tradition catholique, conservatrice, rurale, et sont soumises aux hiérarchies sociales et

La Bretagne et la Vendée sont catholiques et réactionnaires. Et pourtant elles ont fait preuve, sur le plan social et économique, d'un dynamisme remarquable. Montrant ainsi qu'on peut être à la fois conservateur et progressiste...

JEAN-CLÉMENT MARTIN

cléricales qui les marquent toujours. Mais ces stigmates sont à interpréter avec précaution. Car à ces attitudes attendues sont mêlées d'autres plus inédites : une dynamique industrielle produisant un peuple ouvrier, une révolution agricole syndiquant des paysans productifs, une recherche religieuse et sociale radicalisant les croyances, mobilisant les plus humbles.

Pis, ce changement formidable, qui a saisi les campagnes de l'Ouest depuis le début de ce vingtième siècle, a été béni par le curé — quand le vicaire n'en prenait pas la tête, — financé par le propriétaire terrien — quand le jeune hobereau ne commençait pas lui-même ! Exemple invrai-

semblable de la coexistence de la chèvre et du chou aux yeux des incrédules : l'Ouest a vécu, et vit un peu, de la rencontre fortuite sur une table de granit de réactionnaires cléricaux avec le progrès technique et l'avancée sociale.

Syndicats

C'est au fin fond du Finistère, à Landerneau, que naît en 1906 l'Office central des œuvres mutuelles agricoles du Finistère, qui sera plus célèbre sous les noms de « syndicats de Landerneau » et

d'« Office de Landerneau ». L'impulsion vient d'un jeune noble du lieu, De Guébriant, qui en assumera rapidement, et longtemps, la direction. L'idée de rassembler les paysans en syndicats n'est pas neuve. Auparavant, l'Union centrale des syndicats agricoles de la rue d'Athènes fédérait des organisations paysannes sous la houlette de notables de droite, opposés à la

fédération guidée par la gauche qui siégeait boulevard Saint-Germain à Paris. En Bretagne, le vicomte de Lorgeril avait entrepris de réunir les syndicats agricoles et horticoles bretons pour prévenir la paysannerie de toute infiltration d'utopie révolutionnaire.

Les syndicats de Landerneau ne renient pas cette ascendance, mais ils apportent bien autre chose aux paysans bretons. Ceux-ci bénéficient de prix avantageux pour acheter engrais, matériel et semences, pour vendre récoltes et bétail en évitant les intermédiaires. Ils sont informés autant sur les cours des produits agricoles que sur les nouvelles façons culturales, les nouvelles techniques. Car ils reçoivent des publications, et notamment un hebdomadaire en breton, *Ar Yro Goc*,

qui a quarante-cinq mille abonnés en 1927 : ils reçoivent des cours grâce à un enseignement agricole privé, relayé par une revue qui s'adresse aux petits responsables locaux, le *Blé qui lève*. Ils sont protégés par des caisses mutuelles contre les risques de l'incendie, les maladies des hommes et des animaux. Bientôt, ils ont à leur disposition des baux types qui garantissent les droits des fermiers, et des règles acceptées pour la protection et l'embauche des salariés agricoles. Pour les plus aventureux, ou les plus mal lotis, l'Office assure même des départs vers les terres plus hospitalières de la Dordogne.

Cette action est concurrencée par celle des syndicats de gauche ou de ceux qu'organisent les chrétiens-démocrates, autour de l'abbé Mancel. Mais cette effervescence syndicale, qui fait de la Bretagne une région pilote de la syndicalisation agricole française, puisque 35 % des agriculteurs bretons sont inscrits dans un syndicat en 1929, laisse le beau rôle à l'Office de Landerneau. Celui-ci supplante tous les autres, y compris ceux lancés par l'abbé Mancel, qualifié de « bolchevik inconscient ». Les paysans ont donc suivi les réactionnaires dans la voie du progrès technique et social !

Attitude ancienne, puisque, dès 1919, le syndicat départemental de l'Ille-et-Vilaine, situé place des Lices à Rennes, comprenait treize mille membres que dirigeait un conseil d'administration composé par des nobles pour plus de moitié. Attitude durable. A Plozevet, de notoriété scientifique nationale désormais, André Burguière notait dans les années 60 que les coopératives de Landerneau « à fleur de lys » avaient toujours la faveur des paysans les plus actifs. Car voilà le paradoxe. Ces syndicats dirigés par des réactionnaires authentiques et sans complexes, qui appuyent les chemises vertes de Dorgères, qui flirtent avec l'Action française, qui occupent des postes de responsabilité dans l'Etat français du maréchal Pétain, furent en même temps des pépinières permettant à de jeunes paysans, de la base, de faire leurs classes, d'apprendre leur métier et de promouvoir les innovations. André Burguière relevait ainsi que « la naissance paradoxale du réveil paysan des années 60 » s'opérait à partir de ce milieu agricole et conservateur.

Le progrès est passé par la réaction politique.

Dans les paroisses

Il est passé aussi par l'Eglise ; plus précisément par ce courant puissant qui tout à la fois draine et irrigue l'agriculture de l'Ouest : la JAC, autrement dit la Jeunesse agricole chrétienne. Celle-ci naît dans les années 20, après une période d'incubation dans certaines paroisses menées par des curés furieusement réactionnaires. Son expansion est facilitée par la situation dramatique faite alors à la paysannerie. Les campagnes sont de plain-pied dans l'économie de marché ; les prix baissent, le prestige de l'agriculteur aussi. Dans ce contexte dramatique, la JAC va parler aux paysans le langage de la dignité et du progrès : « Sois fier paysan ! »

S'épanouissent dans tout l'Ouest les centres d'études techniques agricoles et surtout les centres d'études rurales par correspondance, organismes privés, confessionnels, qui remplissent une fonction inconnue, ou presque, dans l'enseignement public. Les jeunes adhérents à ces cours sont aidés par les sections locales de la JAC. Celles-ci s'organisent grâce aux vicaires des paroisses dans les patronages, ouvrant des bibliothèques, montant des groupes théâtraux, réunissant deux fois par mois les jeunes dans des cercles d'études. Apprentissage des techniques, de la responsabilité, de la solidarité.

La vie mutualiste ne peut que se développer sur pareil terrain. Mutuelles locales contre les risques habituels de la profession, mutuelles plus ambitieuses : la CANA naît dans les années 30 à Ancenis, à la rencontre du syndicalisme et de la corporation. Un notable est président, un paysan

directeur. De même, la COLARENA est dirigée par un farouche partisan de la corporation.

Grâce à ces activités, l'intégration des paysans dans le marché se réalise, et les techniques nouvelles apparaissent. Faucheuses, brabants, herbes en fer, guano et superphosphate d'abord, cultures spéculatives, tracteurs, battues ensuite. La JAC permet l'arrivée du progrès technique, mais en le barrant dans deux dimensions. La modernisation ne peut se faire que pour rendre un service meilleur au reste de la communauté ; le paysan s'affirme là comme celui qui donne la vie. Donc la réussite individuelle n'est pas le but en soi, la solidarité de la communauté rurale reste l'objectif essentiel de l'évolution des paysans. Les valeurs traditionnelles ont permis l'innovation.

Usines

En Vendée militaire, la réalisation sera quelque peu différente. La pression démographique y est très forte, les luttes politiques violentes, et le clergé, aidé par des notables, va jouer aussi la carte de l'industrialisation. Dès le début de ce siècle, des prêtres poussent quelques-unes de leurs ouailles à devenir entrepreneurs, à se lancer dans l'industrie. Ainsi un curé de Saint-André-de-la-Marche, près de Cholet, passe trois ans à convaincre un paroissien de créer une usine de chaussures. Il lui trouve un commanditaire avec 5 000 F. Il vend même ses meubles pour venir en aide à l'entreprise en crise.

Cette détermination est aussi le fait de bon nombre de curés, de La Verrie, de Treize-Septiers, du Boppère, de La Rabatelière. Autant d'actions qui font pousser les usines dans le monde rural, que l'on voudrait le plus immobile, et qui font qu'aujourd'hui, de Cholet à Mortagne, c'est toujours plus d'un tiers de la population qui travaille dans des usines. Tout en ayant gardé des réflexes anciens. Il y a vingt ans, un atelier brûlé fut reconstruit grâce à une collecte publique. Cette année, le canton de Saint-Fulgent, dont plus de 40 % des actifs sont dans l'industrie, a été l'un des cantons français à voter le plus massivement en faveur de M. Giscard d'Estaing : à l'image de toute cette « nébuleuse choletaise » qui regroupe des entreprises particulièrement dynamiques dans un monde rural. Ce dynamisme industriel s'accompagne toujours du dynamisme agricole : les GAEC (groupements agricoles d'exploitation en commun), les élevages hors-sol, poussent à l'ombre des ateliers, et les ouvriers vivent encore dans leurs villages, mêlés aux agriculteurs devenus minoritaires.

C'est dire que l'action conjuguée des notables et des prêtres a pu faire accepter le progrès technique, le changement social, dans des campagnes restées cependant rurales. Paradoxe apparent plus que réel, car c'est là sans doute le point décisif : il fallait que ça change pour que rien ne bouge. Les nobles, les curés qui initient les paysans au progrès le font sous l'aiguillon d'un dilemme nouveau. Fin dix-neuvième siècle, début vingtième, l'Ouest est marginalisé de plus en plus dans l'ensemble de la France. Trop marqué à droite, il est suspecté par les hommes en place dans les gouvernements républicains. Trop rural, il est oublié dans la marche économique qui n'y voit qu'un réservoir de main-d'œuvre.

Il fallait réagir à ce double défi — sans compter plus grave, l'hydre révolutionnaire gagnant les têtes des déracinés et des plus pauvres ! Certains notables proclamèrent la déchéance des temps nouveaux et choisirent le refus hautain. D'autres, ceux qui venaient d'être présentés, résolurent de créer des coupe-feu, en utilisant à leur profit les nouvelles techniques. Aussi la région pouvait-elle garder ses hommes et son âme, son électoral, ses Enfants de Marie et une vitalité économique réelle. Création originale, mais qui ne naît pas ex nihilo, car elle rencontre des traditions populaires puissantes, pour son plus grand succès.

Ces populations de l'Ouest ont été marquées pendant tout le dix-neuvième siècle — au moins — par un catholicisme entraînant, collectif, militant, et continuent de croire dans la vertu des réalisations communautaires, dans la noblesse des tâches quotidiennes, dans la prière contenue dans le travail ingrat.

(lire la suite page XII).

Jeune fille

Les réactionnaires progressistes de l'Ouest

(Suite de la page XI.)

Ces paysans ont gardé également des guerres civiles qui ont ravagé toute la région pendant la Révolution des attitudes que les mesures de la III^e République ont brutalement ravivées depuis 1880. Méfiance donc envers tout ce qui vient de la ville. Croyance qu'il ne faut compter que sur ses propres forces. Car les bourgeois sont tout à la fois anticléricals — tare rétrograde — et riches — vice indéniable. Les nobles, les curés, qui partagent la vie quotidienne des paysans depuis les temps héroïques de 1793, sont infiniment plus proches des ruraux que tous les envoyés du gouvernement et des puissances financières.

Autogestion

Ainsi le clergé et les nobles purent-ils canaliser l'énergie paysanne dans des voies nouvelles, inédites, mais qui entraînaient pas pour les ruraux de contradictions avec leurs attitudes collectives et leurs croyances profondes. Le progrès passa si bien dans le sang de l'Ouest que les convictions politiques et religieuses n'ont pas varié tandis que modes de vie et activités étaient bouleversés. Et quand bien même ces convictions changent — pour des minorités, — elles restent marquées au coin de la solidarité, de l'initiative collective (qui s'appellera autogestion), d'un ascétisme moral et religieux. S'épanouissent alors les courants forts du P.S.U., de la C.F.D.T., d'un P.S. marqué par la tolérance religieuse, de Chrétiens marxistes, ou de ces Paysans travailleurs qui rappelaient récemment qu'il ne fallait pas que les plus gras écrasent les plus petits.

Ainsi, les clercs et les nobles réactionnaires du début du siècle n'ont pas perdu leur temps quand ils ont lancé le progrès dans les chemins creux de l'Ouest. Ils ont su mobiliser des populations en utilisant des traditions, ils ont su faire évoluer une région sans lui faire perdre son identité, ils ont rendu les paysans suffisamment fiers pour qu'ils puissent seuls, ou avec des vicaires à leur image, voter à gauche et inventer de nouvelles liturgies. Preuve décisive de la réussite de l'entreprise : et, qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite, leçon à méditer quand on veut promouvoir un changement.

POUR EN SAVOIR PLUS
— J. Renard, A. Chauvet, *La Vendée, Les Sabres d'Orléans*, 1979, aux Cahiers de la Vendée, publiés par la faculté des lettres de Nantes.
— P. Houis, *Bretagne en mutation*, INRA, Rennes, 1978.
— JAC et *Modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, colloque, INRA, Rennes, 1980.
— M. Lagree, Y. Lambert, *Catholicisme et société dans l'Ouest*, 2 vol., INRA, Rennes et université de Haute-Bretagne, 1980-1981.
— *Tout le bre*, numéro 7, Plouguerneau (Finistère), « Changer de monde », et A. Bugeat, *Devoirs de Plouguerneau*, Paris, 1970; S. Berger, *Les Paysans contre la politique*, Paris, 1975.

L'Arche

Le mensuel du judaïsme français
N° 299 - Février
ROCK GENERATION NAZI CONNECTION
Un reportage-photo exceptionnel d'Étienne Bittel.
(En vente dans les drugstores et au journal, 14, rue Georges-Berges, 75017 Paris).
Émission spéciale sur cette enquête Radio Courmayeur (98.4 MHz) F.M.
Le 4 février à 22 h 20.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants :
Jacques Favre, directeur de la publication,
Claude Julien.
Imprimerie
de « Monde »
Paris-XX
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437
I.S.S.N. : 0395-2037.



JEAN-PIERRE GAUZIER

PRÉCAPITALISME

Maurice Godelier anthropologue marxiste

Peut-on utiliser la théorie marxiste, lorsqu'on étudie des sociétés traditionnelles, sans classes ? Maurice Godelier le pense, à condition de faire un bon usage de Marx.

ANNICK GWENAE

MAURICE GODELIER est devenu anthropologue par goût pour l'étude de l'économie. Comment s'organise la production dans des sociétés de chasseurs-cueilleurs, dans des sociétés où l'état est embryonnaire, dans l'empire inca ? En répondant à ces questions, en comparant les systèmes économiques de multiples sociétés sans classes ou pré-capitalistes, Maurice Godelier a renouvelé les bases de l'anthropologie économique. Marxiste, il avertit, dans *Horizon, trajets marxistes en anthropologie* (Maspero), qu'« il ne suffit pas de constituer et réclamer un dictionnaire précis de notions marxistes pour produire une connaissance scientifique de tel ou tel mode de production ».

Théoricien et universitaire (il est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales), il est aussi un homme de terrain : il a passé depuis 1967 près de cinq ans au sein d'une tribu de l'intérieur de la Nouvelle-Guinée. Dans un livre à paraître prochainement chez Fayard, *La production des grands hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Bauya de Nouvelle-Guinée*, il

analyse le pouvoir politique et idéologique au sein d'une société sans classes. Maurice Godelier vient d'être chargé d'une mission d'étude sur les sciences humaines et sociales par le ministre de la recherche scientifique.

— Pourquoi, après l'agrégation de philosophie, avez-vous choisi de devenir anthropologue ?

— Dès avant l'agrégation, j'étais persuadé qu'un philosophe doit savoir autre chose que la philosophie. J'étais attiré par l'étude des réalités économiques et je voulais voir si l'on pouvait comparer le fonctionnement des systèmes économiques. Il y avait trois possibilités pour réaliser cette comparaison : celle des historiens de l'économie, celle des économistes et celle des anthropologues. J'ai préféré celle-ci, parce que le spectre des sociétés comparées est beaucoup plus vaste et concerne des sociétés du présent et non du passé.

— Comment définissez-vous l'anthropologie ?

— Elle s'est constituée au dix-neuvième siècle comme une sorte de discipline poubelle. Quand une société n'offrait pas d'archives aux historiens ou aux économistes, on l'abandonnait à ceux qui voulaient bien aller voir et observer eux-mêmes les coutumes locales. L'anthropolo-

limites, puisque c'est à partir de ses observations personnelles sur un petit nombre d'individus que l'anthropologue essaie de reconstruire une logique sociale d'ensemble. Qu'un anthropologue observe par exemple les rapports sociaux dans une usine, il aura besoin de connaître la place de cette usine dans l'économie régionale et nationale. Un économiste doit faire ce travail. En tant que méthode, l'anthropologie peut s'appliquer à tous les problèmes, mais elle ne peut tout dire de ces problèmes.

Avec eux

— On parle beaucoup en ce moment, dans le domaine de la recherche, de « demande sociale ». Pensez-vous que l'anthropologie doit répondre à une telle demande ?

— Comme toute science sociale, elle peut servir à agir sur la société, mais elle ne doit pas nécessairement servir à quelque chose pour avoir le droit d'exister. Un anthropologue ne peut ni dicter, ni imposer l'usage de ses résultats, mais il doit pratiquer sa discipline de telle sorte que ceux-ci soient utiles par d'autres, et d'abord par les gens, par la société qu'il a cherché à connaître. Mais une mutation plus profonde est en cours, qui n'est pas propre à l'anthropologie, elle est cependant plus concernée parce que davantage mise en question, dans les ex-colonies par exemple. L'anthropologie ne peut plus se pratiquer sans que le groupe humain qu'on étudie ne prenne une part active à ce processus de connaissances. L'anthropologie bientôt n'étudiera plus les Basques ou les Indiens d'Amérique, mais étudiera les problèmes qui se posent à eux, avec eux.

— Parmi les urgences qui sollicitent l'anthropologie, il faut, en France, analyser les rapports inter-ethniques, développer l'anthropologie urbaine, créer une anthropologie du travail, cela sans jamais sacrifier la recherche fondamentale, et, par exemple, l'approfondissement de la théorie de la parenté ou celle des pratiques symboliques.

— L'anthropologie, en raison de son langage, ne risque-t-elle pas de rester un domaine de spécialistes ?

— Les sciences de la nature parlent un langage totalement codé qui pour le grand public reste ésotérique. La situation n'est pas la même en anthropologie. Il y a un minimum de termes techniques, inévitables et qui doivent être définis clairement, par exemple : système cognatique, cousins parallèles et croisés... Il y a aussi des domaines qui sont formalisés, comme l'étude des systèmes de parenté ou des classifications naturelles. Mais, au-delà, chacun devrait parler la langue la plus claire possible, qui le rapproche du public, au lieu de le tenir à distance.

— Vous considérez-vous comme un anthropologue marxiste ?

— Oui, mais il faut être clair sur ce point. Il existe des marxistes en anthropologie, mais il ne peut y avoir d'anthropologie marxiste, pas plus qu'il n'existe une biologie ou une physique marxiste. Mais ne criez pas au positivisme scientifique. Être marxiste en anthropologie, c'est partir, pour analyser des faits sociaux, de trois hypothèses majeures que l'on trouve dans Marx : les hommes ne sont pas des singes, ils ne vivent pas en société, mais ils produisent de la société pour vivre ; ils ont cette capacité parce qu'ils ont la capacité de transformer la nature qui les environne et leur propre nature ; de ce fait, ils ont une histoire, et cette histoire est contradictoire, c'est celle de leurs contradictions, et les contradictions majeures sont celles contenues dans les rapports de domination et d'exploitation de l'homme par l'homme. Et j'entends par là tout autant la domination des hommes sur les femmes, que celle d'une classe ou d'une caste sur les autres classes et castes.

— Donc, être marxiste, c'est aborder les faits sociaux avec une attention particulière aux rapports de l'homme avec la nature et aux rapports d'exploitation et

de domination au sein de la société. Être marxiste, c'est aussi vouloir que la connaissance serve à la transformation révolutionnaire de la société.

— Depuis quelques années, vous vous intéressez de plus en plus, semble-t-il, aux problèmes du pouvoir et de l'idéologie (1). Ne sont-ce pas là deux mots fétiches qui, finalement, s'expliquent pas grand-chose ?

— Les mots fétiches n'expliquent jamais rien. Ce sont les hypothèses qui peuvent expliquer quelque chose. Par exemple, l'idée du pouvoir pose de grands problèmes. Chacun sait que la violence seule ne peut suffire à expliquer sinon l'instauration, du moins le maintien prolongé de rapports de domination, entre les sexes, les classes, etc. Chacun sait également que les formes de consentement à la domination existent dans les classes dominées et qu'elles supposent un certain partage des mêmes représentations entre dominants et dominés.

— Que signifie ce partage ? Comment s'instaure-t-il ? Comment évolue-t-il ? Et pourquoi le consentement n'exclut-il pas le recours à la violence, mais au contraire est son complément ? Telles sont les grandes questions que pose l'analyse du pouvoir et de l'idéologie. Car pour beaucoup de marxistes, l'idéologie se réduisait souvent à n'être qu'une série d'idées fausses engendrées après coup pour légitimer un ordre social, des rapports de domination qui seraient nés sans elle. Mais prenons garde que le consentement n'est pas seulement de l'intoxication ou l'effet d'une propagande efficace. Bien que propagande et intoxication renforcent sans cesse le dispositif dans son fond. Mais le problème est qu'il y a parfois rupture, que la pensée peut s'opposer à elle-même. Mais ce n'est pas dans toutes les circonstances historiques que les chaînes de pensée peuvent se rompre. Marx avait tenté de saisir les raisons et les moments de quelques-unes de ces ruptures. Il les rapportait à des changements profonds dans les modes de production et d'organisation sociale. C'est une tâche à poursuivre. Mais pour cela il faut être capable d'analyser plus clairement le rôle de l'idéal dans le réel.

Philosophie d'État

— Qu'entendez-vous par « idéal » ?

— Par idéal, je ne veux pas dire idéal ou imaginaire, ou du moins pas seulement. L'idéal dans le réel, c'est l'ensemble des représentations que se font d'eux-mêmes les membres d'une société, c'est l'ensemble des normes de conduite qu'ils adoptent ou refusent, des jugements de valeur qu'ils portent les uns sur les autres et sur eux-mêmes. Le problème est ici que ces représentations ne sont pas des reflets de la réalité, mais une interprétation. Et cette interprétation est en même temps un élément interne, une condition de la production et de la reproduction des rapports sociaux. L'idéal n'est pas seulement une expression de la réalité sociale, il fait partie de l'armature des rapports sociaux. Aujourd'hui tous, marxistes et non-marxistes, ont des difficultés à penser la pensée. On n'a pas fait assez pour en distinguer toutes les fonctions et les espèces.

— Y a-t-il, à votre avis, une raison pour laquelle les marxistes s'en sont souvent tenus à la notion de l'idéologie comme simple reflet des bases économiques ?

— Cette notion n'est certainement pas chez Marx. Elle apparaît dans le marxisme après Marx. La raison me semble être qu'après la révolution russe les choses sont devenues plus mécaniques, et on a assisté, sur le plan de la pensée, à un recul et à un dépeçage du marxisme, qui sur bien des points se trouve désormais en contradiction avec la pensée de Marx.

— Comment expliquez-vous ce dépeçage de la pensée de Marx ?

— C'était inévitable, dès que le marxisme est devenu une philosophie d'État. C'est pour cela qu'il s'est mis à dégénérer. Le marxisme, qui était avant tout un

Hugo Bettauer

Le conseil de l'Association des
Joueurs de tennis professionnels
(A.T.P.) a menacé d'annuler le
tournoi de Copenhague prévu du
10 au 17 septembre prochain, à
cause des dotations de prix, si les organisateurs
danois ne permettant pas la
participation de sept joueurs
américains à cette
épreuve du Grand Prix.

Une résolution du P.O.M.U.,
conseil de la Fédération
internationale des joueurs
membres de l'ATP avec l'ATP au
Sud, en raison de l'apartheid
pratiqué par le gouvernement de
l'Afrique du Sud. Les représentants
du P.O.M.U. ont déclaré que la
Fédération internationale de tennis
n'en tiennent pas compte :
« Tous les joueurs doivent être
acceptés », a déclaré le P.O.M.U.
Le P.O.M.U. a déclaré M. Marshall Happer
secrétaire administratif de l'A.T.P.
« Si les organisateurs s'opposent
à la participation de joueurs
prenant part à leur cause, nous
ne pouvons pas laisser organiser
en tout cas, un tel différend anti-
sportif, qui se terminerait par la
tombée de Lagos (Nigeria).